

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61967

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

A. J. NICHOLLS, *The Bonn Republic. West German Democracy, 1945–1990*, Essex CM19 5S (Addison Wesley Longman) 1998, XVII–341 p. (The Postwar World).

Sur un sujet pourtant bien connu, voici un ouvrage original, car il nous présente plus particulièrement le point de vue des Anglo-Saxons. En fiches synthétiques, A. J. Nicholls donne une vue d'ensemble de toute la période de 1945 à l'unification allemande, ce qui constitue un élément d'une histoire de l'Europe de l'Ouest dans l'après-guerre. Il s'adresse par là même aussi bien à des étudiants qu'à des enseignants. Nicholls insiste sur les divergences qui existent à la fin de la guerre entre les Alliés quant au sort de l'Allemagne. Pour les Britanniques, il s'agit surtout de prévenir les problèmes que les Soviétiques pourraient poser. Pour tous, il convient d'éviter de recréer en Allemagne une situation aussi explosive qu'en 1918. Il s'y ajoute la question épineuse de la dénazification. Londres estime qu'il eût été envisageable de fusiller ceux qu'elle considère avant tout comme des ennemis et des criminels. Mais les Américains prônent l'exemplarité de grands procès dont Nuremberg devint le symbole. Cependant, Nicholls rappelle que peu de criminels nazis furent vraiment condamnés à mort, et moins encore exécutés.

La dénazification des Allemands s'avérait plus difficile encore car elle concernait le cinquième de la population. Les problèmes étaient encore accrus du fait que les Soviétiques considéraient le fascisme comme une conséquence du capitalisme. Si les Britanniques eurent tendance à confier l'administration de leur zone à d'anciens Nazis dans la mesure où ils ne recevaient à ce sujet aucune plainte de résistants anti-fascistes, le programme très ambitieux des Américains se heurta à l'impopularité de leurs questionnaires. Quant à la rééducation, celle-ci oscilla entre une tendance visant à déstructurer l'administration et des efforts mis en œuvre pour inculquer aux Allemands les valeurs libérales. Là encore, les avis divergeaient: si les Américains considéraient le système éducatif allemand comme trop élitiste, les Britanniques voulaient renouer avec la tradition de Humboldt.

Après des chapitres consacrés à la période précédant et suivant la fondation de la République fédérale, Nicholls évoque les diverses étapes qui mènent au miracle économique, puis à l'époque de la détente Est-Ouest. Il accorde une très grande place à Adenauer, mais aussi à l'affaire du *Spiegel* qui lui semble constituer un tournant dans l'histoire de l'après-guerre.

Quant au Mur de Berlin, il symbolise un échec de la RDA qui ne va faire que se confirmer par suite de ses besoins en devises occidentales. Après les accords intervenus dans les années 1970, la présence de journalistes occidentaux et celle de leurs émetteurs de radio et de télévision accentue l'influence de «l'ennemi de classe». Lors des visites officielles de Brandt ou de Schmidt en RDA, le régime se voit contraint de mettre en place un service d'ordre important pour leur interdire tout contact avec les Allemands de l'Est. Cette toute relative période de détente est remise en cause à la fin des années 1970 par l'arrivée au pouvoir de dirigeants profondément anticommunistes à l'Ouest. Cependant ceux-ci ont à cœur d'éviter le retour d'un climat de confrontation.

Bien entendu, Nicholls consacre une part très importante de son ouvrage à l'arrivée au pouvoir de Kohl. Il porte à son actif la stabilisation intérieure du pays, qui permet le retour de la prospérité en dépit du chômage, apparaissant comme le problème majeur lors des élections de 1987. La montée en force des Républicains et de leurs slogans racistes semble en être la conséquence.

Kohl est aussi montré comme l'homme politique qui reçoit Honecker à Bonn et tente de gommer les tensions afin d'améliorer les conditions de vie des Allemands de l'Est. Une normalisation des relations Est-Ouest semble s'être instaurée au moment du quarantième anniversaire de la création de la RDA, régime reconnu à l'Ouest qui ignore combien la situation économique s'y détériore. Les changements dans l'opinion, surtout chez les jeunes Allemands de l'Est, sont perceptibles avant 1989 avec l'action des Églises protestantes qui deviennent des centres de la contestation.

L'escalade finale n'est pas due seulement à des causes internes – la répression ou la falsification des élections – mais à l'hémorragie créée par les départs massifs d'une population jeune et active. Nicholls estime que le mécontentement s'institutionnalise peu à peu, comme à Leipzig, si bien que la Stasi perd de son pouvoir d'intimidation. Un autre facteur qui contribue à l'écroulement du régime est que Honecker ne peut plus compter sur le soutien de Moscou. En outre, l'Union soviétique a besoin de l'aide économique de l'Allemagne, ce qui influence positivement la décision prise par Gorbatchev à la mi-juillet 1990 d'autoriser une accélération de l'unification allemande. Nicholls n'oublie pas d'ouvrir des perspectives en donnant un aperçu des difficultés qui continuent à régir les relations entre Allemands de l'Ouest et de l'Est.

Notons encore que l'index est très bien fait: pour chacune des personnalités évoquées, il fournit également une liste de mots clés qui favorisent une recherche rapide.

Anne-Marie CORBIN, Le Mans

Wolfgang HÖLSCHER (Bearb.), Der Auswärtige Ausschuß des Deutschen Bundestages. Sitzungsprotokolle 1949–1953. Erster Halbband: Oktober 1949 bis Mai 1952. Zweiter Halbband: Juni 1952 bis August 1953 und Unterausschuß »Besatzungsregime« 1951/52, Düsseldorf (Droste) 1998, CLXI–1865 S. (Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Vierte Reihe: Deutschland seit 1945, 13/I).

Obwohl das Grundgesetz dies gar nicht vorsah, setzte der Deutsche Bundestag im September 1949 wie selbstverständlich einen »Ausschuß für das Besatzungsstatut und auswärtige Angelegenheiten« ein. Gemäß der Geschäftsordnung des Parlaments fungierte er als »vorbereitendes Beschlußorgan« mit dem Recht und der Pflicht, zu den ihm vom Plenum überwiesenen Gegenständen Beschlüsse zu empfehlen. Doch das fast nur aus den Reihen der »Fraktionsaristokratie« (Kurt Georg Kiesinger) rekrutierte Gremium, dem zwölf Vertreter der Koalition und neun der Opposition angehörten, wollte sich damit nicht zufriedengeben, gedachte vielmehr, eine »mitschreitende Kontrolle« der Regierung auszuüben (S. LXXX).

Die von der Bonner Parlamentarismuskommission herausgegebenen Sitzungsprotokolle der ersten Legislaturperiode erlauben tiefe Einblicke, in welchem Maße das Organ den selbstgesetzten Anspruch erfüllte. Die 127 Dokumente besitzen eine recht unterschiedliche Aussagekraft. Zunächst handelt es sich meist um Kurzprotokolle, erst ab Ende 1951 überwiegen »scheinwörtliche« stenographische Mitschriften. Den Schwerpunkt der inhaltlichen Arbeit bestimmten die zentralen Themen der Bonner Außenpolitik wie die Westintegration, der Gewinn der Souveränität und die Wiedervereinigung. Mehrfach beschäftigten sich die Parlamentarier auch mit untergeordneten besatzungsrechtlichen Problemen von der Forderung nach Freigabe beschlagnahmten Wohnraums bis zur Versorgung unehelicher Kinder von Angehörigen der Besatzungsmächte. Getreulich spiegeln die Diskussionen die unterschiedlichen Auffassungen von Koalition und Opposition in der Außenpolitik wider. Adenauers Politik der Westbindung stieß in der SPD auf entschiedene Ablehnung. Da der Vorrang der Exekutive für den Kanzler außer Frage stand, versuchte er, die Einflußnahme der Abgeordneten mit Mitteln der Beschwichtigung oder der Konfrontation einzudämmen. Als die Spannungen vor dem Hintergrund eines gewachsenen Gewichts des Ausschusses zu eskalieren drohten, regte der Kanzler zu Beginn der im September 1951 einsetzenden direkten deutsch-alliierten Verhandlungen über die Ablösung des Besatzungsstatuts die Bildung eines sechsköpfigen Unterausschusses (»Besatzungsregime«) an, dessen sieben Sitzungsprotokolle ebenfalls abgedruckt werden. Als er den Eindruck gewann, daß sich mit seinem begrenzten Informationsangebot weder die Vertreter der Opposition noch die der Koalition ruhigstellen ließen, verlor er das Interesse an dem Organ und führte dessen Erlöschen